

Mouvements transfrontaliers France-Wallonie de sédiments et de terres excavées

Mouvements transfrontaliers France-Wallonie de sédiments et de terres excavées

Sujet « Tabou » en France et en Wallonie :

- France : Filières Belges considérées comme « low cost »
- Wallonie : Réticence à recevoir les déchets français ...

Mais finalement, le mouvement transfrontalier est dicté par le **réalisme technico-économique du marché** des Sites et Sols Pollués (SSP), ainsi que du traitement des sédiments

Légitimité pour évoquer ce sujet : Envisan est une entreprise de travaux travaillant sur toute la France, ayant donc recours à la filière hors site la plus intéressante d'un point de vue technico-économique, et disposant d'un centre de traitement en Wallonie (Sol&Val)

Partie 1 :

**Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments
entre France et Wallonie : Pourquoi ?**

Partie 2 :

**Le mouvement transfrontalier : Principes et
procédure**

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

CONSTAT : Les acteurs français intervenants dans le domaine des SSP, n'ont plus de problèmes à intégrer les centres de traitement Belges et notamment Wallons dans leurs opérations.

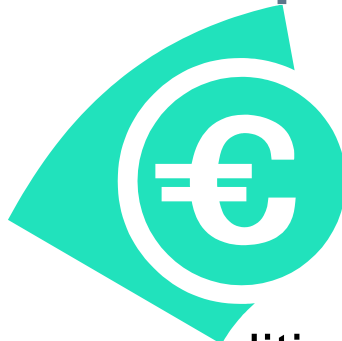
De plus en plus fréquemment, cette opportunité est envisagée dès la conception du projet (consultations en amont des filières Belges par les BE français ; délai de préparation du chantier intégrant le délai de TFS dans les cahiers des charges ; dossiers analytiques intégrant certains paramètres utilisés en Belgique tels que les métaux sur brut)

La plupart du temps, les centres de traitement Wallons sont consultés en phase travaux, comme n'importe quel autre centre de traitement en France ...

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

Principale Motivation ?

LE PRIX !!! ...



Principale motivation, mais pas condition première ...

Le centre de traitement doit apporter toutes les garanties au producteur/détenteur que ses déchets seront pris en charge conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions techniques du marché.

→ Les centres de traitement Wallons disposent du permis d'environnement, de critères d'acceptation clairs (entrée et sortie), de traitements adaptés, et de conditions de traçabilité fiables.

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

Pourquoi ... c'est aussi s'interroger sur les causes de la **différence de prix** :

- **Concurrence importante** des centres de traitement, qui ne sont pas l'apanage d'entreprises spécialisées dans les déchets dangereux et non dangereux (OM), mais plutôt à des entreprises de recyclage ou de TP
- **Le recours quasi systématique à un traitement**, car la question de l'élimination en décharge ne se pose que si le traitement n'est pas possible 💣 En France (et en Belgique) la décharge est plus chère pour cause de taxes importantes
- **L'impact limité du cout du transport** : Le transport fluvial, moins onéreux, est très développé en Belgique et les centres sont souvent à proximité d'une voie fluviale. Concernant le transport routier, l'impact restera logiquement local.

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

... les causes de la **différence de prix** (suite) :

- **Optimisation des coûts de traitement** liés par exemple à des critères d'acceptation moins ambitieux qu'en France, c'est-à-dire générant moins de frais pour la décontamination
- **Marges plus faibles** qui ne sont pas calquées sur les marges des déchets (OM ou DID), mais sur celles du recyclage et du TP
- **Valorisation après traitement** → critères de valorisation clairs dans les zonings industriels, ce qui est un exutoire beaucoup plus ouvert que pour les centres en France dont les terres traitées finissent à 90 % en décharge ISDI (K3) ou ISDND (K2) ou en ISDD (K1).

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

Pourquoi ... c'est donc s'interroger sur la **différence de conception** du marché des filières hors site entre France et Belgique

→ Ceci est largement lié à la nécessité de valoriser systématiquement après traitement → Les remblais en zoning industriel sont sources de valorisation. Ce marché est très ouvert (dans le cadre des critères de valorisation !)

Pourtant il n'est pas simple de trouver des exutoires de valorisation en Wallonie car le besoin de matériaux décontaminés en remblai n'est pas important → concurrence des autres centres et des carrières.

Le commerce de la filière hors site Wallonne tient donc compte de la concurrence sur les terres à livrer, et du traitement à appliquer eu égard aux opportunités de valorisation → **autre conception du métier**

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

Enfin, il y a lieu d'aborder le sujet des **critères de valorisation** ...

En France, la valorisation est désormais envisagée **pour les terres avec le guide des terres excavées** dont les critères sont variables en fonction du site d'accueil, ET/OU le guide « **SETRA** » pour **l'acceptabilité de matériaux en technique routière** qui dispose de critères (quasi) K3 ... A noter qu'ils n'ont pas de valeur réglementaire

En Wallonie, les critères de valorisation des terres décontaminées sont fixés réglementairement pour usage sous zoning industriel → plus ouvert et plus simple d'utilisation → Lorsque l'on accepte des terres ou des sédiments dans un centre de traitement, on sait (on imagine) déjà comment on va devoir les sortir en valorisation.

Partie 1. Le mouvement transfrontalier de terres et sédiments entre France et Wallonie : Pourquoi ?

Pour conclure sur l'intérêt technico-économique de la filière de traitement Wallonne :

↪ Il est extrêmement réducteur de considérer que les critères de valorisation sont la seule justification des tarifs généralement plus bas pratiqués en Wallonie. Pour rappel, ces critères comportent un grand nombre de polluants qui ne sont généralement pas analysés en France (notamment organiques : Par ex. décomposition des HAP's ; organo-chlorés ; ...)

↪ Les filières de traitement de terres et sédiments en Wallonie ne sont pas meilleures qu'en France, et ne concurrencent les filière françaises que sur certaines typologies de pollution → elles sont complémentaires

↪ In fine, la filière wallonne est attractive, mais le plus dur reste à faire ... franchir la frontière !

Partie 2. Le mouvement transfrontalier : Principes et procédure

Les sources réglementaires des mouvements transfrontaliers

Durant les années 70 et 80, les transferts de déchets dangereux entre les pays développés et les pays en voie de développement se sont accélérés et réalisés dans des conditions parfois douteuses. Les autorités internationales ont souhaité réglementer ces transferts et limiter les mises en décharge. Les textes :

↳ **La convention de Bâle de 1989** (applicable à compter de 1992) a institué la notification préalable (au transfert) qui doit être adressée aux autorités compétentes, lesquelles doivent donner leur accord.

↳ **La décision finale du conseil de l'OCDE de 2002** qui réglemente les mouvements transfrontaliers des déchets destinés à des opérations de valorisation. Elle institue une liste de base des déchets (code Y) et une liste de « propriétés » rendant les déchets dangereux (code H)

Partie 2. Le mouvement transfrontalier : Principes et procédure

En Europe, le règlement Européen du 14/06/2006 transpose ces règles internationales :

↳ Le règlement établit des procédures détaillées applicables aux transferts de déchets en fonction : de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert ; du type de déchet transféré ; du type de traitement à appliquer au déchet,...

↳ **A noter que le transfert de déchets pour élimination (décharge)** n'est pas interdit. Toutefois, les autorités d'expédition et de destination disposent d'un large panel d'objections pour s'y opposer.

Concrètement, l'élimination ne sera pas acceptée pour les terres et sédiments en provenance de France étant précisé que les ISD ne manquent pas en France ...

Partie 2. Le mouvement transfrontalier : Principes et procédure

La constitution du dossier, ce qu'il faut retenir :

↪ **Deux grands types de notification** : Notification générale (par exemple pour différents chantiers au départ d'une plateforme de transit/regroupement/traitement) ou transfert unique (par exemple au départ d'un chantier)

↪ **Le document de notification** : **Cela synthétise l'ensemble des informations liées au transfert** : Notifiant, producteur, destinataire, type de déchet et polluants, type de traitement, transporteur, type de transport, quantité et nombre de transferts, et point de passage à la frontière, ...

↪ **Le document de mouvement** « type » figure au dossier : C'est l'équivalent européen du BSD français, qui accompagnera chacun des lots en transfert (un document de mouvement par semi ou unité fluviale)

Partie 2. Le mouvement transfrontalier : Principes et procédure

Les annexes du dossier :

- ↪ La liste des transporteurs avec leurs agréments de transport de déchets pour tous les pays traversés, les assurances, les trajets empruntés
- ↪ Le permis du centre de traitement, les critères d'acceptation et la description du traitement.
- ↪ Les contrats entre notifiant et producteur et entre notifiant et destinataire,
- ↪ La garantie financière et les éléments de calcul s'y rapportant.

A compter du dépôt du dossier, le délai d'instruction maximal est de 6 semaines ... si le dossier est complet !

Partie 2. Le mouvement transfrontalier : Principes et procédure

Les transferts : Une procédure rigoureuse assurant fiabilité et traçabilité :

↳ **Information préalable des transferts par le notifiant auprès de toutes les autorités concernées au minimum trois jours avant :** copie (fax) des documents de mouvement numérotés qui seront utilisés. ↳ Les numéros de documents de mouvement non utilisés sont perdus !

↳ **Le transporteur** doit être muni d'une copie du document de notification et du document de mouvement se rapportant au lot transporté. Il doit respecter le trajet prévu.

↳ **Information de la réception des lots transférés par le destinataire :** Copie des documents de mouvement aux autorités concernées

↳ **Après traitement, les documents de mouvement totalement complétés seront transmis au producteur, et aux autorités concernées** (récupération de la garantie financière !)

Partie 2. Le mouvement transfrontalier : Principes et procédure

La garantie financière sur tout (transfert unique) ou partie (notification générale) de la notification

- ✚ **Fournie par le notifiant aux autorités de l'état d'expédition.** En France la GF est fournie à la préfecture du département d'origine.
- ✚ En cas de transfert illicite, ou de défaillance, la garantie permet de couvrir le retour des déchets dans le pays d'origine, ainsi que leur traitement dans une filière adaptée du pays d'origine (par ex. K2).
- ✚ Il est nécessaire de justifier du calcul de la garantie + des tarifs de transport et de traitement dans la filière adaptée + de la capacité de la filière à recevoir les déchets (critères d'acceptation conformes)
- ✚ **Le mouvement transfrontalier représente un cout :** GF de 0,3 à 0,5 % du montant cautionné + les frais de dossier + la redevance du pays importateur (en Wallonie : 10€/transfert)



Merci de votre attention !

Des questions ???